

[Text]

enough work to be able to say, "Here is the best kind of taxation."

Senator Balfour: Implicit in what you have said, though, would seem to be the necessity for putting in place some mechanism which, so far as private sector revenue flows are concerned, would give an incentive to redeploy revenue into exploration and development, or suffer perhaps the penalty of a confiscatory type of tax.

Dr. Ostry: I think that is implied, but we did not come out with a specific proposal.

Senator Balfour: Did you give any thought to the impact of high foreign prices and domestic prices on the lower income group in our society, for heating oil and so on; and did you consider whether or not measures should be put in place to in some way cushion this group against the impact of these higher prices?

Dr. Ostry: We were certainly aware of that. We ourselves had not done detailed work on that. Right at the last minute we had access to work which looked at consumer expenditure by income group, in which what you say was evident, that, particularly in terms of home heating oil, the impact is very regressive on the lower income groups. We do suggest that, in so far as the federal government improves its fiscal room to manoeuvre, there would be three areas they would want to consider. One would be the extent to which they wanted to offset or could offset, the fiscal drag, the effect on the growth rate. Another would be, where energy consumption was unresponsive to price—in other words home heating oil—where you really, apart from encouraging better conservation—you could not freeze to death—might have to make some offset. Thirdly—which I think ties in very strongly with our concern about the growth rate—there should be, in so far as there are going to be measures taken, measures that would stimulate investment in this country to improve the growth rate and have an effect later on the productivity. We mention those, but we do not come forward with any specific short-term policy recommendations.

Senator Godfrey: With respect to this decoupling or uncoupling—I am not sure which is the correct expression—of the price of gas to oil, you are a little bit vague about what you really have in mind now. Does this mean that you would stop the government regulation of the price of gas?

Dr. Ostry: We don't actually say that.

Senator Godfrey: I know that.

Dr. Ostry: They should certainly review the present equivalency price. I personally am not clear what would happen over the long-run to a deregulated price of gas. It may increase, it may decrease, but the present thing, we feel, is that it should be reviewed.

[Traduction]

n'est pas que nous ne pouvions pas répondre; c'est plutôt que nous n'avions pas suffisamment approfondi la question pour dire «voilà la meilleure méthode d'imposition».

Le sénateur Balfour: Cependant, il semble implicite dans ce que vous avez dit qu'il soit nécessaire de mettre en place un mécanisme qui, pour le secteur privé, stimulerait le réinvestissement des recettes dans l'exploration et l'exploitation, ou entraînerait peut-être une pénalisation fiscale.

Mme Ostry: Je crois que c'est implicite, mais nous n'avons pas fait de propositions précises.

Le sénateur Balfour: Avez-vous réfléchi aux répercussions de l'augmentation des prix étrangers et des prix canadiens du mazout, etc, sur les groupes à faibles revenus; et avez-vous étudié la possibilité d'adopter des mesures afin d'atténuer jusqu'à un certain point ces répercussions?

Mme Ostry: Nous sommes certainement conscients de ce fait, mais nous ne l'avons pas étudié dans les détails. Nous avons eu, juste à la dernière minute, accès à des documents sur les dépenses des consommateurs par groupe de revenu, qui mettaient en évidence ce que vous dites, particulièrement en ce qui concerne le mazout; les répercussions sont de nature très régressive sur les groupes à faibles revenus. Nous proposons, dans la mesure où le gouvernement fédéral acquiert une plus grande marge de manoeuvre en ce qui concerne les mesures fiscales, trois facteurs à examiner. Le premier serait de savoir dans quelle mesure le gouvernement désire ou pourrait compenser le fardeau fiscal, les répercussions sur le taux de croissance économique. Le deuxième serait de savoir lorsque la consommation d'énergie n'a pas répondu à l'augmentation des prix, en d'autres termes, pour le mazout, il faudrait savoir où il pourrait y avoir des compensations, en plus d'encourager une plus grande économie, sans avoir à geler. Le troisième facteur, qui, à mon avis, est étroitement lié à notre préoccupation concernant le taux de croissance, c'est qu'il devrait y avoir, dans la mesure où il y aura des décisions prises, des dispositions qui stimuleraient l'investissement dans notre pays en vue d'augmenter le taux de croissance et qui auraient des répercussions ultérieures sur la productivité. Nous avons souligné ces trois secteurs, mais nous n'avons formulé aucune recommandation précise pour une politique à court terme.

Le sénateur Godfrey: En ce qui concerne cette dissociation des prix du gaz et du pétrole, vous n'avez pas exprimé très clairement ce que vous en pensez actuellement. Cela signifie-t-il que vous empêcheriez le gouvernement de réglementer le prix du gaz?

Mme Ostry: Ce n'est pas réellement ce que nous disons.

Le sénateur Godfrey: Je le sais.

Mme Ostry: Le gouvernement devrait certainement réviser le prix équivalent actuel. Je ne sais pas moi-même ce qui se produira exactement à long terme si l'on ne réglemente pas le prix du gaz. Il peut augmenter, il peut diminuer, mais nous sommes d'avis qu'il devrait faire l'objet d'une étude.